

PETITION

A l'attention des candidats à l'élection présidentielle 2012

Ne lancez pas l'appel d'offres de l'A45 !

Madame/Monsieur le (la) candidat(e) à l'élection présidentielle,

Compte tenu des arguments ci-dessous, je vous exprime ma totale opposition au projet d'autoroute A45 (Saint-Etienne/Lyon), doublon d'une autoroute existante, car ce projet est lui-même en totale contradiction avec le Grenelle de l'Environnement.

C'est pourquoi, si vous êtes élu(e), je vous demande de ne pas lancer l'appel d'offres de l'A45 et d'abandonner le projet au bénéfice des alternatives préconisées ci-dessous.

Historique du projet autoroutier A45 (Saint-Etienne/Lyon)

En **1993**, l'Etat lance le projet de maillage autoroutier de l'Ouest lyonnais : l'A45 en est un maillon. Aussitôt, les associations, les communes et des élus de tous bords politiques se mobilisent contre ce projet avec des arguments forts et incontestables :

- **Le projet A45 est contraire aux accords de Kyoto** signés par la France qui stipulent que les gaz à effet de serre doivent être divisés par 4 d'ici l'an 2050.
- **Le projet A45 est contraire aux engagements de la France de réduire sa consommation d'énergie de 20% avant 2020 (y compris dans le domaine des transports)**
- **Le projet A45 a été jugé irréalisable et beaucoup trop cher par l'audit technique et financier de 2003.** « ...L'importance de son coût (1,3 milliards d'euros hors taxes selon les estimations les plus récentes) la rend toutefois non concédable : la subvention qu'il conviendrait de verser au concessionnaire peut en effet être estimée en première approche à 90% du coût de construction hors taxe... La réforme autoroutière doit cependant inviter à réexaminer les projets lorsque le taux de subvention est excessivement élevé. Cette démarche est d'ailleurs celle de la direction des routes s'agissant du projet d'autoroute en tracé neuf A45 entre Saint-Etienne et Lyon. »
- **L'A45 est contraire au Plan de Déplacements Urbains** : elle serait une pénétrante entraînant un engorgement encore plus grave à l'entrée de l'agglomération lyonnaise dans une zone Seveso très dangereuse (le Couloir de la Chimie).
- **Le projet A45 est dénoncé par les spécialistes de l'économie des transports** : lorsque deux agglomérations sont reliées par des voies autoroutières, c'est toujours la plus importante (Lyon) qui en bénéficie sur le plan économique au détriment de la plus faible. Avec l'A45, les entreprises et les emplois locaux s'envoleraient donc encore plus vite de Saint-Etienne pour rejoindre l'agglomération lyonnaise. Les Stéphanois seraient encore plus sanctionnés.
- **L'A45 serait une catastrophe économique, agricole et environnementale pour les zones traversées** : plus de 500 ha artificialisés sous le bitume et le béton au détriment d'une agriculture florissante (arboriculture, maraîchage, viticulture) qui fournit des produits locaux de qualité aux deux agglomérations (près de 2 millions d'habitants).
- **L'A45 est un projet du siècle dernier qui ne tient pas compte des contraintes écologiques, du pic de production pétrolière et de l'augmentation des coûts des carburants.**

Les alternatives proposées à la place du projet A45 :

- **L'amélioration de l'autoroute existante A47** pour 400 millions d'euros contre un coût de 1,9 milliard pour l'A45 (1,2 milliard, chiffre officiel fixé par l'Etat + 700 millions de subventions d'équilibre à la charge des collectivités territoriales).
- **La poursuite de la modernisation de la liaison ferroviaire** et du matériel entre Saint-Etienne et Lyon : cette ligne, aujourd'hui utilisée par 20 000 voyageurs/jour peut demain tripler sa capacité. Pour l'usager quotidien, le coût du trajet entre Saint-Etienne et Lyon est au moins 9 fois inférieur par le train par rapport à celui de l'automobiliste.
- **Un projet de transport par câble** (cabines suspendues) entre le Plateau Mornantais et la gare SNCF de Givors pour capter les véhicules en direction de Lyon et inciter les automobilistes à prendre le train.
- **La mise en place d'aires de covoiturage et d'un service de navettes-bus** entre les villages des Coteaux et des Monts du Lyonnais en direction des gares de Givors et de Brignais.
- **Il faut tordre le cou aux transports inutiles**, en favorisant l'emploi dans le bassin Stéphanois par le biais de l'aménagement du territoire et en relocalisant l'économie et la consommation.

Les données politiques :

- Lors du Grenelle de l'Environnement, les Ministres concernés ont tous affirmé que :
 - on ne construirait plus d'autoroutes en doublon d'une autoroute existante.
 - on n'augmenterait plus la capacité routière du territoire français.
 - on privilégierait les alternatives non routières (ferroviaires notamment)
- En 2011, le Préfet de Région dit que « l'A45 ne peut pas être une réponse satisfaisante aux besoins des transports et à la saturation des trafics du sud-ouest lyonnais »
- Le Président du Grand Lyon, et le Président du Conseil Général du Rhône aujourd'hui membre du gouvernement, sont opposés à l'A45 pénétrant dans Lyon.
- La Préfète de la Loire souhaite privilégier l'amélioration de l'A47, autoroute existante gratuite, à la construction d'une nouvelle autoroute à péage en doublon de l'A47.
- Le département du Rhône, le Grand-Lyon et la Région Rhône-Alpes ont décidé de ne pas participer au financement de l'A45 sous forme de subventions d'équilibre (700 millions d'euros prévus).
- Toutes les communes concernées du département du Rhône, toutes les Communautés de Communes concernées, appuyées par les associations ALCALY, SCL, SCJ, SRG DARLY, ont pris position contre ce projet par délibérations successives.
- En 2012, l'Etat se lance dans une politique d'économie pour réduire la dette du pays et encourage les collectivités territoriales dans le même sens : or, même si le futur concessionnaire potentiel accepte de prendre à sa charge 1,2 milliard d'euros, il restera aux collectivités territoriales 700 millions à régler.

Alors pourquoi le Chef de l'Etat demande-t-il de lancer l'appel d'offres de l'A45 ?

Le 17 janvier 2012, personne n'a compris pourquoi le Chef de l'Etat, est passé par-dessus les avis des préfets, des services de l'Etat et des élus de terrain, et a demandé à ses ministres de lancer l'appel d'offres de l'A45.

Serait-il sous l'influence des Chambres de Commerce et d'Industrie et de quelques élus de la Loire ? Ceux-ci oublient que les subventions d'équilibre à la charge des collectivités territoriales pèseront lourdement sur les impôts locaux : 1550 euros en moyenne par ménage stéphanois alors que Saint-Etienne est reconnue comme l'une des villes les plus endettées.

Heureusement, l'appel d'offres n'est pas encore lancé et il est encore temps d'agir !